

Initiatives ministérielles

retiré le projet de loi pour le remplacer par celui-ci, le C-36. Vous nous accusez ensuite de faire de l'obstruction. Vous nous pressez de l'adopter. Voilà que nous devons maintenant l'adopter pour le bien des agriculteurs.

Où étiez-vous en mai et en juin? Où étiez-vous en juillet, août, septembre et octobre? Que faisiez-vous? Vous ne vous remuez certes pas. Vous ne vous occupez pas de vos affaires.

Par-dessus tout ça, la plupart des organismes agricoles du pays ne veulent rien savoir de ce projet de loi. Ils le trouvent mauvais. C'est la mauvaise façon de s'y prendre. Est-ce que le gouvernement écoute? Jamais de la vie. Il n'écoute pas. Il fonce et nous dit que nous devons nous écarter, bon gré mal gré. Il ne faudrait pas qu'il récidive.

Ce programme existe depuis plus de 40 ans. Si je me souviens bien de mon histoire, il s'agit d'une initiative d'un gouvernement conservateur. A mon avis, le très honorable John Diefenbaker serait dans tous ses états s'il savait ce qui se passe aujourd'hui. Il représentait une province des Prairies, une circonscription des Prairies, et des Canadiens des Prairies. Je ne suis pas certain qu'il serait très emballé par ce projet de loi qui vise à modifier un régime qui fonctionne très bien.

Je ne connais pas beaucoup d'associations agricoles qui veulent nous voir émasculer ce programme, sous prétexte qu'elles ne voudraient plus entendre parler d'avances sans intérêt. Je vous l'assure, pas un seul agriculteur des Prairies ou d'ailleurs au Canada ne le souhaite. C'est un programme qui ne coûtait pas si cher, seulement 26 ou 27 millions de dollars. Au regard d'autres dépenses, ce n'est pas beaucoup.

Si les agriculteurs sont un peu décontenancés, à mon avis, c'est parce que le gouvernement exige d'eux, sous prétexte de réduire le déficit, de renoncer à 27 millions de dollars. C'est important. Le gouvernement demande aux agriculteurs ce sacrifice. Il ne veut plus que 27 millions de dollars. Peut-être que dans un autre monde, dans d'autres circonstances, les agriculteurs comprendraient.

S'ils sont quelque peu décontenancés, c'est qu'ils savent ce qui se passe et connaissent le bilan du gouvernement. Depuis que celui-ci a accédé au pouvoir il y a cinq ans, où est allé l'argent?

Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir en 1984, il percevait 70 milliards de dollars de recettes. Maintenant, il en perçoit 112 milliards. Il touche également 42

milliards de dollars de recettes supplémentaires. Quarante-deux milliards de dollars, c'est une grosse bouchée, une somme plutôt rondelette.

Les agriculteurs disent: «Vous nous en demandez un peu plus. Vous en voulez encore un peu plus, 27 millions de dollars.» Pas étonnant que l'agriculteur soit déconcerté. Et ce n'est pas tout.

On demande aux agriculteurs de se serrer la ceinture, mais que fait le gouvernement de son côté? La dette ne cesse de croître. Quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir il y a cinq ans, la dette était de 170 milliards, comparativement à 350 ou 360 milliards à l'heure actuelle. Pas étonnant que les agriculteurs soient déconcertés quand le gouvernement leur demande de faire encore plus de sacrifices.

Les hausses d'impôt sont un autre fardeau que les agriculteurs et tous les autres Canadiens doivent supporter. A maintes reprises, nous avons dit à la Chambre que le gouvernement est passé maître dans l'art de taxer. Peut-être est-ce du fétichisme. Le gouvernement a augmenté les taxes à 31 reprises, mais la pire de toutes reste à venir: celle qu'on appelle la taxe sur les produits et services—la taxe sur la peine et la souffrance—qui va coûter 10 milliards de plus aux contribuables canadiens.

Mon bon ami de Brandon—Souris, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, vient d'arriver à la Chambre. Il représente ce que j'appellerais une partie considérable des Prairies. Comme le secrétaire parlementaire connaît bien l'agriculture et les agriculteurs du sud-ouest du Manitoba, j'ai pensé que si quelqu'un de l'autre côté de la Chambre pouvait faire comprendre le bon sens au gouvernement et ramener le Cabinet à la réalité, ce serait lui. Je suis certain qu'il a essayé, mais en vain. C'est regrettable.

• (1640)

M. Boyer: C'est lui qu'ils écoutent.

M. Harvard: Vous l'écoutez peut-être, mais vous ne l'écoutez pas très bien. Vous devriez peut-être vous faire examiner les oreilles.

Une autre inquiétude s'ajoute au lourd fardeau que je viens de décrire: les agriculteurs ne s'inquiètent pas seulement pour leur sort, ils craignent aussi que le gouvernement ne les fasse disparaître, eux et tout le Canada rural. Ils se plaignent de la façon dont le gouvernement traite le Canada rural, ferme les bureaux de poste ruraux, démantèle VIA Rail et ferme les bases militaires, sans